



**CDAS du 15 mars 2024**  
**Déclaration préalable FSU 88**



L'utilité de l'Action Sociale n'est plus à démontrer. Les collègues en bénéficiant, que ce soit, par exemple, pour des aides pour l'étude des enfants, pour financer des séjours de vacances, pour pallier des situations financières graves peuvent en témoigner. Le nombre de bénéficiaires de l'Action Sociale augmente mais est selon nous encore trop faible : nous espérons que le relèvement du quotient familial permettra d'élargir le périmètre de ces bénéficiaires.

Les personnels de l'Éducation Nationale ont plus que jamais besoin d'accompagnement par des assistants sociaux et assistantes sociales en nombre suffisant. L'augmentation des dossiers à traiter en action sociale doit être suivie d'une augmentation des personnels sociaux et administratifs pour les gérer et les traiter de façon efficace et fiable. Nous soutenons le mouvement de gronde des Assistantes Sociales Éducation Nationale qui n'ont pas bénéficié de la prime Ségur de 187 € alors que celle-ci a été versée dans les autres corps de la Fonction Publique.

D'après les chiffres du rectorat, 99 % du budget est consommé : pour la FSU, il est indispensable d'augmenter l'enveloppe budgétaire consacrée à l'Action Sociale pour contenter les demandes qui sont en hausse. Nous demandons qu'elle soit alignée *a minima* sur le taux de l'inflation chaque année et à terme abondée à 3 % de la masse salariale.